

Méditerranée: investissements étrangers accrus en 2010, espoirs pour 2011 (rapport)

MARSEILLE, 9 mars 2011 (AFP) - Les investissements étrangers directs dans les pays du sud de la Méditerranée ont rebondi en 2010 par rapport à 2009, selon un bilan de l'observatoire Anima-Mipo, qui souligne une "tendance de fond" qui ne devrait pas être remise en cause par les crises politiques du début 2011.

Sur les onze pays étudiés (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie, Turquie), les investissements étrangers directs (IDE) se sont élevés à 33,2 milliards d'euros, selon le rapport de l'observatoire du programme européen Invest in Med, dont l'AFP a eu copie.

Ces investissements représentent une hausse de 17% par rapport à l'année 2009, pénalisée par les effets de la crise économique mondiale.

Les entreprises européennes restent largement en tête, avec 16,9 milliards d'euros d'investissements, les pays du Golfe et le groupe Etats-Unis/Canada suivant au coude à coude avec plus de 5 milliards d'euros d'IDE.

"Il y a une tendance de fonds qui dit que ces investisseurs misent sur le sud de la Méditerranée, même si cela reste imprévisible sur le plan conjoncturel cette année", souligne Bénédicte de Saint Laurent, conseiller scientifique à Anima, laboratoire basé à Marseille.

Concernant un impact économique des révolutions dans le monde arabe, les auteurs du rapport restent prudents: "Pour le moment, les mouvements populaires que l'on observe sont neutres sur la question du nationalisme économique et les entreprises étrangères ne semblent pas visées".

"L'urgence est que, au moins en Tunisie et en Egypte, les pays puissent se remettre au travail, avec des garanties suffisantes sur les réformes politiques et la tenue d'élections libres, et que les investisseurs soient encouragés à revenir", ajoutent-ils.

Ils soulignent qu'en 2010 les entreprises, en particulier européennes, et les PME ont limité les risques, en ayant recours à "des formes moins +engageantes+ d'investissement outre-Méditerranée : projets d'IDE plus petits, extensions d'unités existantes, joint-ventures à risques partagés, partenariats".

En revanche, les investissements entre pays de la région restent à un niveau faible, représentant à peine 3% du total des IDE, "un indice supplémentaire de la faible intégration de la zone", selon le rapport.

Comme les deux années précédentes, la Turquie (13,7 Mds EUR), l'Egypte (4,9 Mds EUR) et Israël (4,5 Mds EUR) s'affirment en 2010 comme les trois destinations majeures des investissements directs étrangers.

"Les performances du Maghreb, par contre, sont globalement décevantes, sauf pour la Tunisie, quasiment au niveau de voisins trois fois plus peuplés", note l'observatoire.

Les secteurs traditionnels d'investissement, tels que l'énergie, la banque, le BTP, les télécoms et les matériaux figurent toujours en tête, mais avec "une certaine rotation sectorielle". Les IDE ont également permis de créer 175 000 emplois directs et environ 585 000 emplois indirects en 2010, selon la même source.

L'observatoire Anima-Mipo produit ses données à partir de la synthèse d'annonces d'investissements relevées par son équipe de veille et ses agences partenaires dans les pays concernés. Seuls les projets d'investissement annoncés comme "certains", avec des perspectives de début de réalisation dans les 18 mois, sont pris en compte